

SARL PROVENCE ECO ENERGIE P6

614 RD 7N

13670 SAINT-ANDIOL

RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE D'IMPACT

PROJET DE PARC PHOTOVOLTAÏQUE AU DROIT D'UNE ANCIENNE DECHARGE COMMUNALE

Commune de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE (13)

Avril 2019

GEOENVIRONNEMENT

Le Myaris - 355, rue Albert Einstein – Pôle d'activités des Milles

13852 Aix-en-Provence cedex 3 – Tél. : 04 42 27 13 63

La société **PROVENCE ECO ENERGIE P6** souhaite obtenir l'autorisation d'aménager un champ solaire à l'emplacement d'une ancienne décharge sur la commune de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE dans les Bouches-du-Rhône (13).

Conformément au Code de l'Urbanisme, une demande de permis de construire doit être déposée en mairie de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE. Or, parmi les documents devant être réglementairement joints à cette demande de permis de construire, l'article R.431-16 (a) du Code de l'Urbanisme précise que le pétitionnaire doit également joindre "*l'étude d'impact ou la décision de l'autorité environnementale dispensant le projet d'évaluation environnementale lorsque le projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement*".

En l'occurrence, le tableau annexé à l'article R.122-2 précise à ce jour, au titre de sa rubrique 30°, que les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol sont systématiquement soumis à l'étude d'impact dès lors que leur puissance est supérieure ou égale à 250 kWc.

Ainsi, avec une puissance installée totale de 5,2 MWc, le projet de champ solaire de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE est soumis de manière systématique à étude d'impact.

Précisons que le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 et l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 sont venus modifier le tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement ainsi que le contenu des études d'impact fixé à l'article R.122-5 de ce même Code. En ce qui concerne les installations photovoltaïques au sol cependant, le seuil des 250 kWc fixant le seuil de soumission systématique à étude d'impact ne sera pas modifié. Seules les installations sur serres et ombrières pourront à l'avenir passer par la procédure dite du "cas par cas".

Dans le cadre de l'étude d'impact nécessaire à ce permis de construire, la réglementation impose que soit réalisé un résumé non technique pour faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude.

Le résumé non technique demandé comporte notamment :

- ✓ L'identité du pétitionnaire ;
- ✓ Un rappel des activités envisagées ;
- ✓ Un rappel de l'état initial du site ;
- ✓ Un résumé synthétique des diverses incidences du projet sur son environnement et les mesures réductrices qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire ;
- ✓ Les raisons du choix du projet ;
- ✓ Un rappel des mesures concernant la remise en état des lieux.

Conformément au Code de l'Environnement, le présent document constitue donc le Résumé Non Technique de l'étude d'impact relative au projet de création d'un parc photovoltaïque sur la commune de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE, dans les Bouches-du-Rhône (13).

SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE est une vaste commune de 8 909 hectares située au nord des Bouches-du-Rhône, aux pieds des Alpilles. La population légale en 2014 est de 9 765 habitants pour une densité de 109,6 habitants au km². Elle bénéficie d'un emplacement privilégié entre le massif des Alpilles dans sa partie sud et la plaine du Comtat qui s'étend jusqu'à la Durance. Sa situation géographique lui offre des paysages diversifiés.

Elle se situe :

- ✓ À 10 km au Sud d'AIX-EN-PROVENCE ;
- ✓ À 30 km à l'Est de NÎMES ;
- ✓ À 20 km au Nord d'ARLES ;
- ✓ À 75 km au Nord-Ouest de MARSEILLE [Figure 1].

La situation de la commune de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE à l'interface entre le massif des Alpilles et la plaine du Comtat se distingue par deux types principaux de paysages : une zone urbaine largement marquée par le patrimoine culturel et architectural ainsi que des vastes espaces naturels et agricoles.

Le projet de la société PROVENCE ECO ENERGIE P6 se situe au Nord-Ouest de la commune, à la limite avec celle de MAILLANE.

Le site correspond à une ancienne Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) localisé dans un contexte agricole. À proximité du site on retrouve [Figure 3] :

- ✓ La station d'épuration de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE, attenante au site ;
- ✓ Le Lac du Barreau, de l'autre côté de la station d'épuration ;
- ✓ Le Canal du Vigueirat et la Petite Roubine, qui longent le site de part et d'autre ;
- ✓ La déchetterie de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE ;
- ✓ La zone d'activités de la Massane, située à 1 km au Sud-Ouest du site.

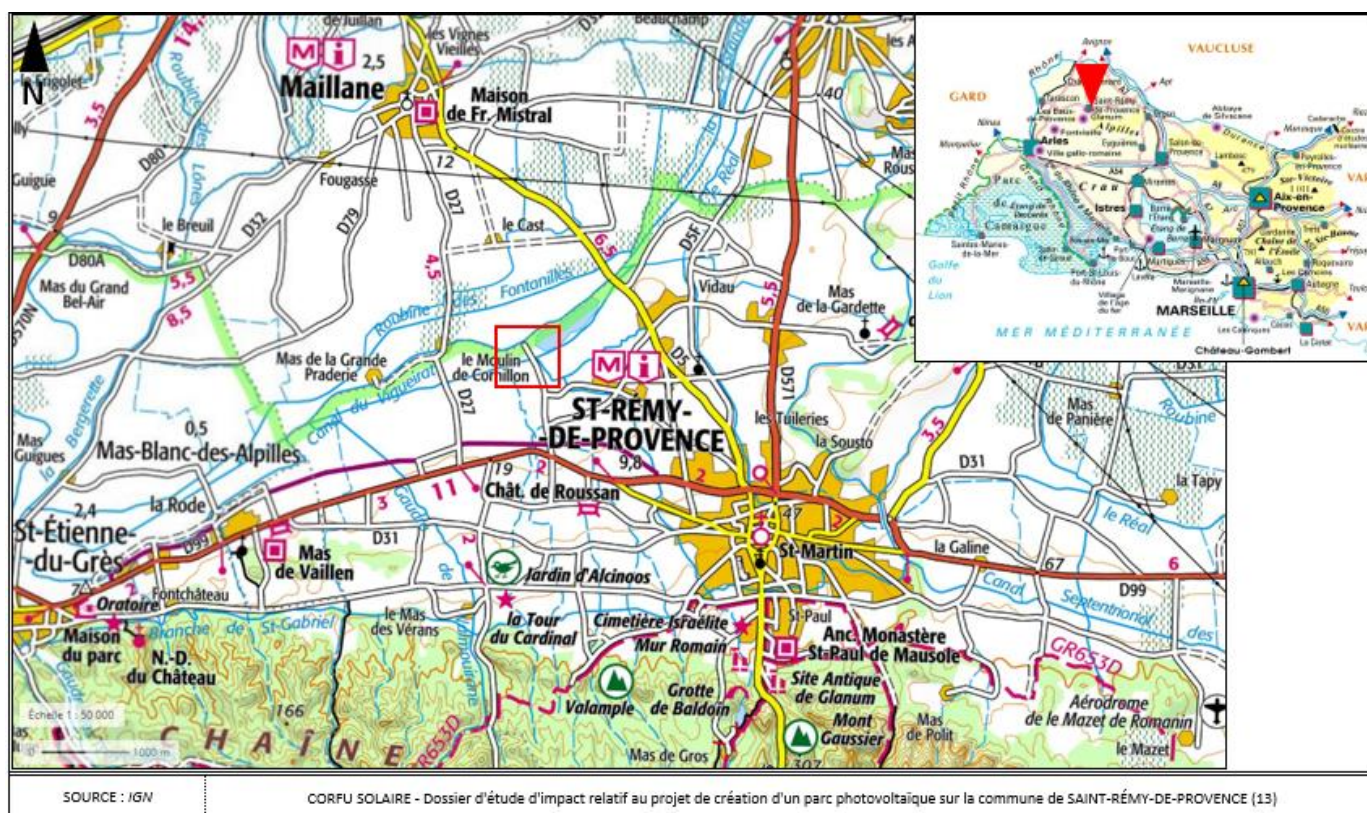


Figure 1. Localisation du site à l'échelle départementale

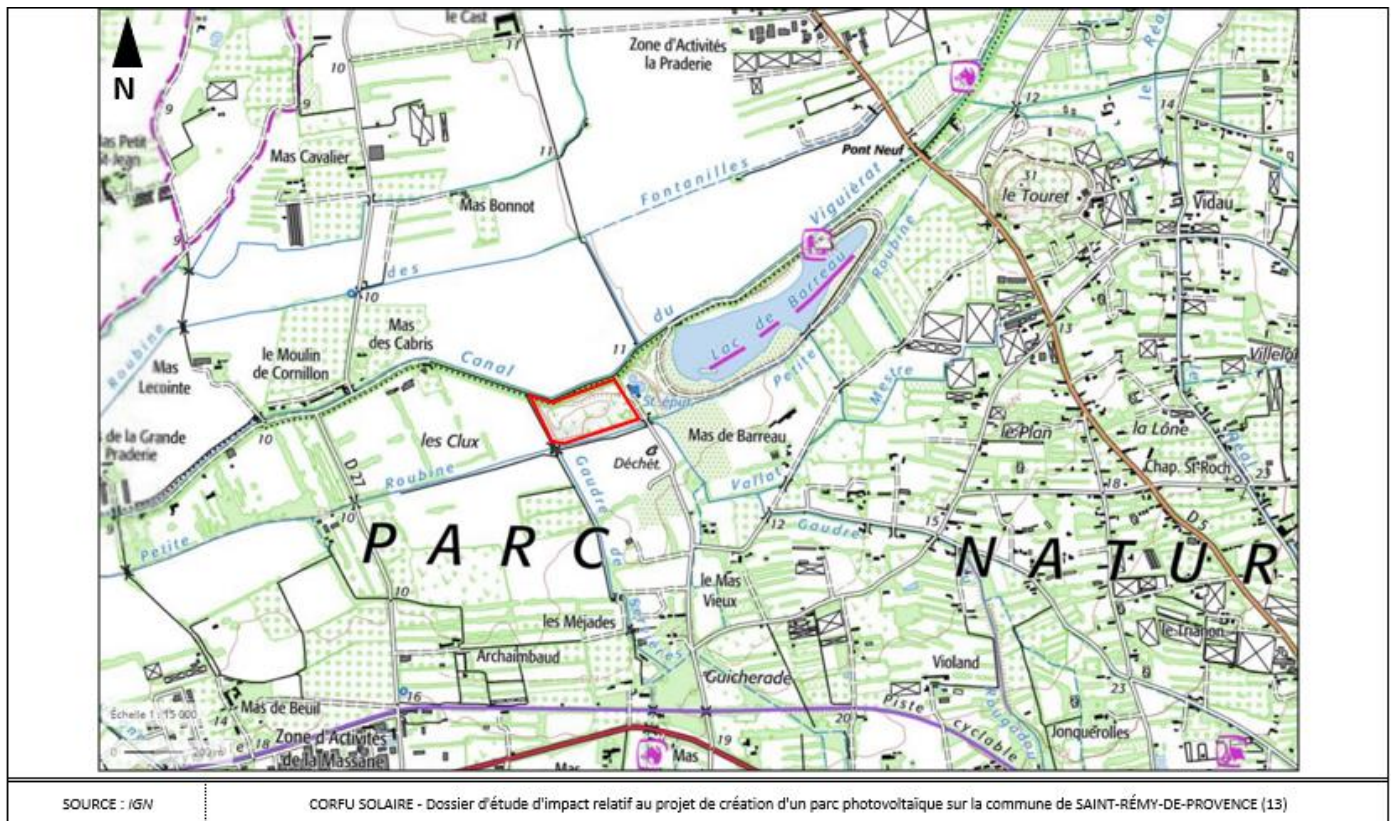


Figure 3. Localisation du site à l'échelle communale

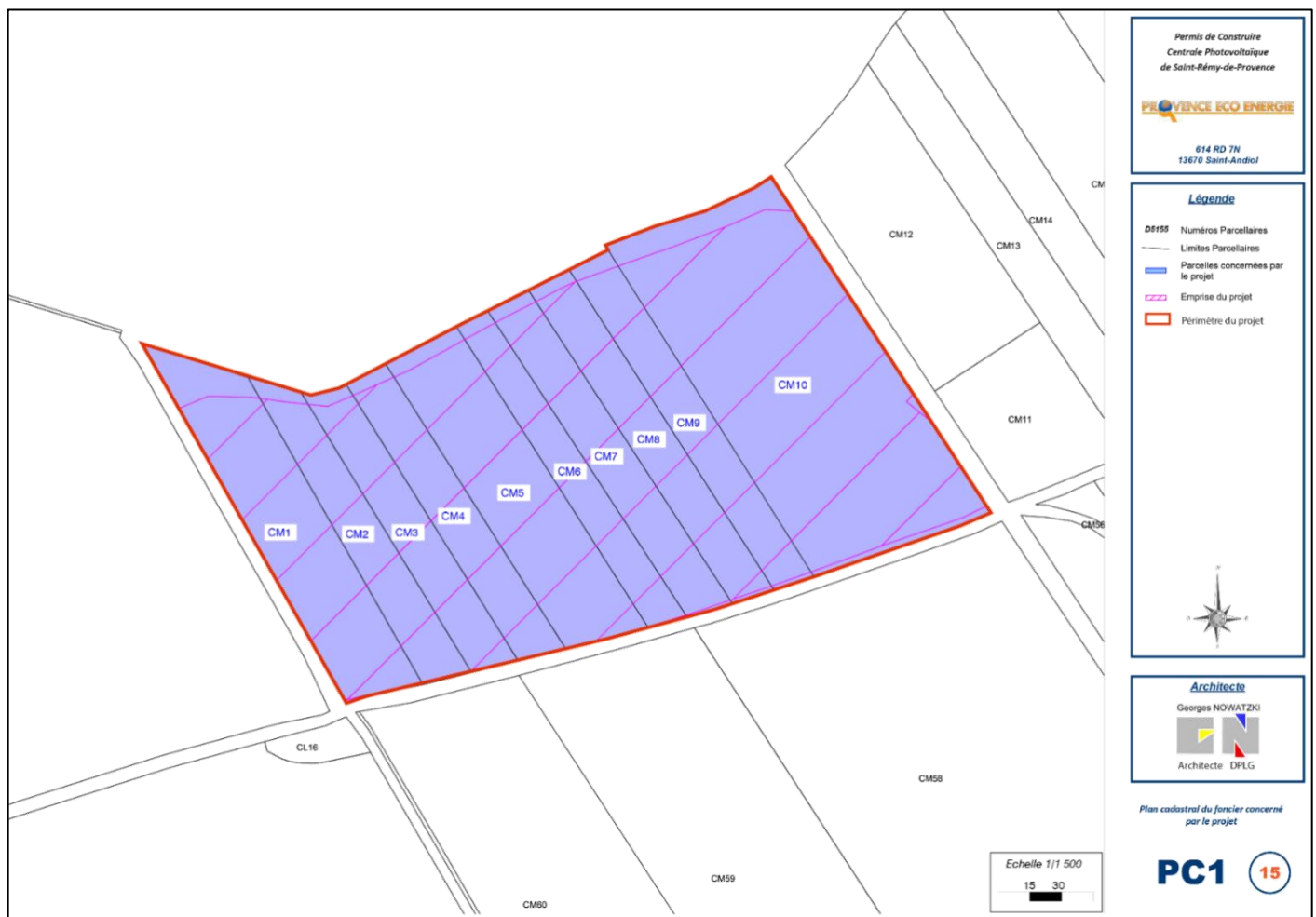


Figure 2. Localisation cadastrale du site

Comme illustré sur la vue aérienne précédente, les terrains objets de la présente étude sont situés au droit d'anciens casiers de la décharge communale, aujourd'hui réhabilités et totalement recouverts.

Les parcelles objets du présent dossier sont cadastrées de la manière suivante [Tableau 1] :

Tableau 1. Parcelles concernées par le projet (Cadaastre)

Commune	Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie totale (m²)	Superficie clôturée du photovoltaïque (m²)
SAINT-REMY-DE-PROVENCE	CM	1	"Le Mas de Barreau"	6 380	
		2		3 276	
		3		3 180	
		4		3 361	
		5		6 213	
		6		2 918	
		7		3 738	
		8		3 673	
		9		3 567	
		10		15 791	
Superficie totale des parcelles				52 097	48 600

Le projet s'étend donc sur 10 parcelles cadastrales et concerne un périmètre d'autorisation de 52 097 m².

Le 13 juin 2012, une circulaire de la Direction Générale de la Prévention des Risques a fixé les modalités d'implantation de centrales photovoltaïques sur l'emprise d'installations de stockage de déchets non dangereux ayant cessé de recevoir des déchets.

❖ Intention générale du projet

Le champ de panneaux transformera les radiations solaires directes en énergie électrique. La production électrique de l'installation sera continuellement transférée dans sa totalité sur le réseau public électrique.

Les principales caractéristiques techniques du projet de SAINT-REMY-DE-PROVENCE sont reportées ci-dessous [Tableau 2] :

Tableau 2. Principales caractéristiques du projet

Surface du projet (clôturé)	4,8 ha	Surface des panneaux	26 690 m ²
Surface des installations	4 ha	Surface d'un panneau	1,685 m ²
Orientation	-118°Est et 62°Ouest	Superficie totale des locaux (onduleurs et PDL)	13,25 m ²
Nombre de panneaux	15 840	Inclinaison des panneaux	5°
Puissance d'un panneau	330 Watts	Puissance totale installée	5 227 MWc
Dimension d'une table de panneaux	9x37 m	Superficie d'une table de panneaux	333 m ²
	18x37 m		667 m ²
Hauteur maximale de la structure	850 mm	Hauteur minimale de la structure	700 mm
Production annuelle			7079 MWh

❖ Descriptifs techniques :➤ Modules :

L'installation sera composée de panneaux photovoltaïques mono cristallins, installés sur des structures métalliques fixes :

- ✓ **Nombre** : 15 840 panneaux ;
- ✓ **Surface d'un panneau** : $1,685 \times 1 \text{ m}^2 = 1,685 \text{ m}^2$;
- ✓ **Puissance crête** : 330 Wc ;
- ✓ **Technologie** : monocristallin ;
- ✓ **Rendement** : 19,9%.

Les modules livrés devront produire, pendant une période de **10 ans**, au moins **90% des performances minimales** énumérées dans la fiche technique et, au moins **80%** pendant **25 ans**. Les modules sont **garantis pour 10 ans**.

Les modules photovoltaïques seront livrés par camion, par palette de 20 modules, directement sur site.

Les cellules au silicium monocristallin offrent le meilleur rendement parmi les panneaux solaires disponibles dans le commerce. Il faudra donc moins de cellules pour atteindre la puissance désirée, mais comme le silicium monocristallin est aussi le plus cher, son seul avantage est finalement d'utiliser une surface réduite : il faut environ 7 m² pour obtenir 1 kilowatt crête (kWc).

➤ Structures porteuses :

Le champ solaire sera constitué de :

- ✓ 20 tables de 9x22 panneaux = 3 960 panneaux ;
- ✓ 30 tables de 18x22 panneaux = 11 880 panneaux ;

Au total, 50 tables portent 15 840 panneaux solaires monocristallins.

Chaque structure porteuse se présentera sous la forme suivante [Figure 4] :

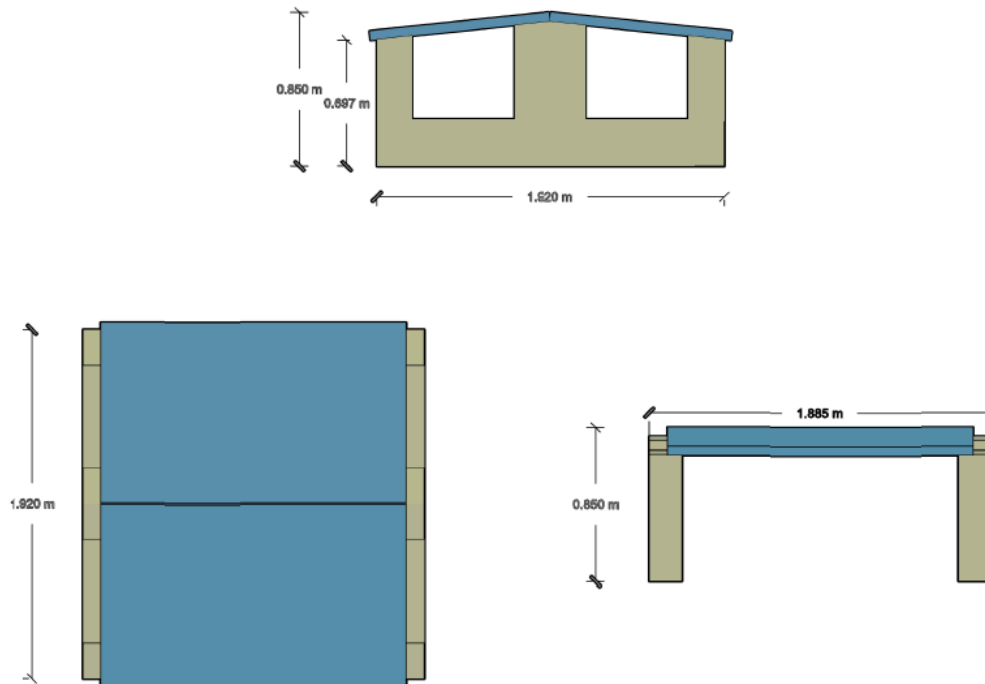


Figure 4. Coupe type d'une structure porteuse (PROVENCE ECO ENERGIE P6)

➤ Fondations et ancrages

Une inclinaison des tables à 5° a été préférée à une inclinaison de 39° (inclinaison optimale compte tenue de l'irradiation sur site) pour limiter l'impact paysager du projet.

Les fondations permettant d'ancrer les structures au sol seront de type lesté et hors sol. Au regard de la nature du sol et de la position du dôme (en hauteur, pas de vue directe sur le pied des ancrages), le procédé envisagé consiste en des longrines béton.

➤ Onduleurs

L'électricité produite par les rangées de panneaux photovoltaïques est en courant continu basse tension. Pour pouvoir être injecté sur le réseau public, ce courant nécessite dans un premier temps d'être converti en courant alternatif 50Hz/400V puis, dans un second temps, d'être transformé en courant haute tension.

Le projet de SAINT-REMY-DE-PROVENCE comprendra 40 onduleurs de modèle PVS-100-TL d'une puissance totale de 4 000 kW. Il s'agira de modules branchés en série dans un string (rangée) comprenant un onduleur sur chaque string.

➤ Transformateurs et poste de conversion

Les transformateurs permettent d'élever la tension électrique pour que celle-ci atteigne les niveaux d'injection dans le réseau. Dans le cas présent, les transformateurs utilisés seront de marque SCHNEIDER (ou équivalent) et intégrés dans un poste de conversion. Ils seront garantis une année pièces et main d'œuvre et certifiés conforme aux normes NF EN 50464-1 et 60076-1 à 10.

Le poste de conversion aura les dimensions suivantes [Figure 5] :

- Largeur : 2,5 m ;
- Hauteur : 2,6 m ;
- Longueur : 5,3 m.

Ce local sera situé au Sud-Ouest du site en limite de clôture et sera raccordé en sous-terrain au réseau électrique moyenne tension.

Ce dernier sera surélevé de 70 cm au regard de la contrainte inondation de zone.

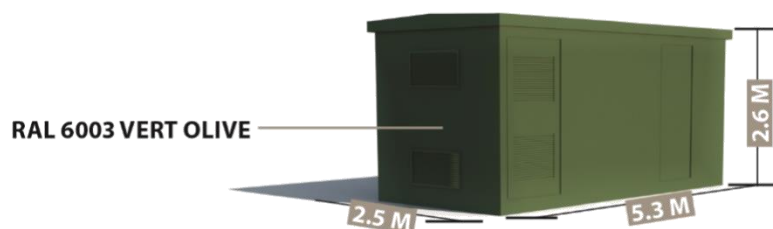


Figure 5. Poste de conversion utilisé dans le cadre du projet (COMPOSITE)

➤ Poste de livraison

Le poste de livraison intègre tous les équipements de raccordement au réseau de distribution publique. Il abrite les cellules moyenne tension de protection des transformateurs, ainsi que le matériel de supervision.

Comme l'ensemble des équipements techniques projetés seront homogénéisés par l'emploi du bois et auront par ailleurs une teinte vert olive et seront positionnés en pied de talus.

Ce local sera situé au Sud-Est du site en limite de clôture et sera raccordé en sous-terrain au réseau électrique moyenne tension.

Ce dernier sera, comme le poste de conversion, surélevé de 70 cm au regard de la contrainte inondation de zone.

Les dimensions du poste de livraison seront les suivantes [Figure 6] :

- Largeur : 2,5 m ;
- Hauteur : 2,6 m ;
- Longueur : 5,3 m.

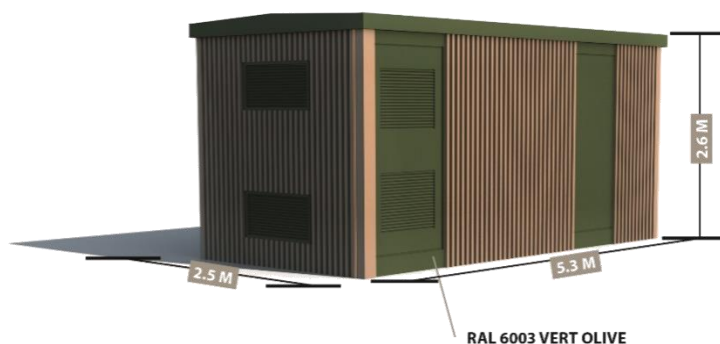


Figure 6. Poste de livraison utilisé dans le cadre du projet (COMPOSITE)

➤ Câblages

Le réseau électrique spécifique au parc photovoltaïque comprend les câbles électriques de puissance et les câbles de communication (dispositifs de télésurveillance, etc.). Les câbles reliant les tables de modules aux locaux techniques sont tirés dans des chemins de câbles enterrés dans la limite de la terre végétalisée de la couche de confinement.

Le réseau électrique spécifique au parc photovoltaïque comprend les câbles électriques de puissance et les câbles de communication (dispositifs de télésurveillance, etc.). Les câbles reliant les tables de modules aux locaux techniques seront posés de manière superficielle pour ne pas porter atteinte à la couche de confinement de la décharge et ainsi préserver l'intégrité de son imperméabilité.

La section des gaines et l'emprise au sol de ces câblages sera variable en fonction de nombre de câbles concernés. À l'entrée de chaque local technique, les gaines des câbles électriques aboutiront dans une chambre de tirage aérée afin de neutraliser tout risque du fait de la présence de méthane dans le sous-sol de la décharge. Cette chambre de tirage permettra l'évacuation naturelle de ce gaz. Aux endroits où aucune contrainte ne l'empêcherait, la pose des câbles dans des goulottes étanches et anti UV, posées entre les longrines supportant les tables qui seront reliées entre elles, est aussi envisageable.

Le raccordement entre les bâtiments techniques positionnés en bas de la décharge et le poste de livraison sera enterré. Un câblage électrique sera ensuite réalisé entre le poste de livraison et le point de raccordement au réseau public de distribution d'électricité. Ce raccordement sera effectué sous maîtrise d'ouvrage Enedis et suivra l'emprise des voies publiques (dans des tranchées réalisées sur le bord des routes) ou dans des réservations déjà existantes. De manière prudente, il est envisagé un raccordement du projet au poste source de Saint Rémy situé à 3 km au sud-est du site par la route.

➤ Aménagements prévus sur le site

✓ **Pistes :**

Une voie d'accès existante sera aménagée au sud-est du site en réutilisant la voie d'accès des travaux de réhabilitation de l'ISDND. Cette voie sera utilisée pour l'acheminement des éléments de la centrale puis lors de son exploitation.

Les pistes existantes au sein de l'ISDND seront utilisées dans le cadre du projet. Il sera pris en compte les contraintes techniques générées par le fait que ces pistes sont situées sur la zone de stockage de déchets.

Les pistes seront aussi revégétalisées afin de favoriser l'insertion du site dans le paysage environnant.

✓ **Clôture, portail et système de surveillance :**

Un grillage à maille souple sera mis en place en bordure extérieure de l'ISDND. Un portail d'une largeur de 5 m sera également mis en place à l'entrée du site, située en son Sud-Est.

En sus de cette installation de la clôture, un dispositif de sécurité sera installé afin de surveiller l'enceinte de la centrale photovoltaïque et ainsi, de détecter toute tentative d'intrusion à l'intérieur de l'enceinte. Cette surveillance fonctionnera toute l'année, 24h/24h, dès lors que la centrale.

Le dispositif sera composé de caméras avec projecteur IR, connectées à un système de détection d'intrusion. Un câble sensitif sera par ailleurs attaché à la clôture périphérique afin de détecter les vibrations provoquées lors d'une coupe ou d'une tentative d'escalade la clôture. Le système localise l'emplacement de l'intrusion. Le câble sensitif transmet les données d'alarme et de statut du système, il ne requiert aucun autre équipement ou câblage.

La centrale sera clôturée et son entretien sera assuré par le service exploitation du porteur de projet.

Les agents communaux de la commune de Saint Rémy de Provence pourront accéder au site pour assurer l'entretien et la surveillance des ouvrages de la décharge. Les clés du portail ou les codes d'accès seront mis à disposition de la commune - à travers une convention qui précisera les droits et devoirs des parties – permettant ainsi à ses agents d'accéder au site.

Une formation aux risques et conduite à tenir sur site (risque électrique, production photovoltaïque) sera obligatoire pour les agents municipaux ou territoriaux qui accéderont au site. Cette formation sera prise en charge par le porteur de projet.

✓ **Sécurité incendie :**

Une citerne souple de 120 m3 sera mise en place sur le site pour assurer l'alimentation en eau en cas d'incendie.

✓ **Raccordements aux autres réseaux :**

En phase d'exploitation opérationnelle, il n'est pas prévu de présence permanente sur le site. En conséquence, **il n'est prévu aucun raccordement** en eau potable, eaux usées ni assainissement.

✓ **Pas de terrassement massif**

Les principaux travaux de terrassement consisteront en la matérialisation de l'entrée du site (5 m de large).

✓ **Aucun remblai ou déblais**

Puisque les locaux seront implantés à côté de la voie de circulation. Les structures supportant les panneaux seront "posées" sur des longrines béton. Aucun mouvement de terre pour la pose des longrines béton n'est prévu.

➤ Gestion en phase de chantier

Le phasage du chantier, prévu sur 3 mois maximum.

- ✓ Le pilotage et l'ordonnancement du projet seront assurés par une équipe projet comprenant le chef de projet et l'ingénieur projet ;
- ✓ Le pilotage du chantier sera assuré par un chef de chantier présent pendant la durée des travaux sur la base de vie ;
- ✓ En phase d'exploitation, l'installation photovoltaïque ne requiert aucun personnel présent en permanence sur le site. En revanche, de nombreuses opérations de maintenance sont nécessaires, à des fréquences de réalisation bien particulières.

➤ Gestion en phase post-exploitation

- ✓ **Démantèlement de l'installation :** le parc sera entièrement démonté et les parcelles utilisées seront rendues à leur propriétaire dans l'état convenu dans le bail (soit 20 ans après la mise en service de la centrale photovoltaïque, renouvelable 2 fois 10 ans). Au terme de cette période, il pourrait même être envisagé l'installation d'un nouveau parc photovoltaïque ;
- ✓ **PROVENCE ECO ENERGIE P6 mettra en place une garantie de démantèlement de la Centrale Photovoltaïque (selon les modalités et le montant), conformément aux obligations du cahier des charges de la Commission de Régulation de l'Énergie ;**
- ✓ **Recyclage des modules,** le fabricant des panneaux solaires ;

- ✓ **Recyclage des onduleurs et poste de livraison** pris en charge par le fabricant d'onduleur et conforme aux directives européennes ;
- ✓ Recyclage des structures porteuses en l'aluminium recyclable à l'infini. Démantèlement et collecte sur site puis acheminées dans des usines de recyclage où il est d'abord broyé puis fondu.

Figure 7. Plan du projet photovoltaïque de Saint-Rémy-de-Provence



Remarque préalable : l'analyse de l'état initial du secteur d'étude a été longuement détaillée dans la première partie de l'étude d'impact. Afin de faciliter la lecture de ce résumé non technique, nous ne reprendrons que les tableaux de synthèse établis dans cette partie ainsi que les principaux enjeux du secteur.

Rappelons que l'analyse de l'état initial se compose de 6 grands chapitres :

- ✓ Le milieu physique ;
- ✓ Le milieu naturel ;
- ✓ Le milieu humain ;
- ✓ Le patrimoine culturel, historique et paysager ;
- ✓ La santé publique et les commodités du voisinage ;
- ✓ Les documents de gestion et les servitudes.

Les aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet de parc photovoltaïque, dénommés "scénario de référence" sont décrits dans le tableau suivant :

Tableau 3. Synthèse des enjeux et scénarios de référence avec ou sans projet

CONTEXTE	ÉTAT ACTUEL	ÉVOLUTION PROBABLE SANS PROJET	ÉVOLUTION PROBABLE AVEC PROJET
OCCUPATION DES SOLS	Projet situé au droit d'une ancienne décharge ayant fait l'objet d'une réhabilitation.	Absence de possibilité d'exploitation agricole à la suite de cette activité. Absence de nouvelle activité.	Création d'un parc photovoltaïque et exploitation durant une vingtaine d'années. Suppression de l'activité à l'issue de l'exploitation (avec remise en état) et retour des terrains aux propriétaires.
CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET GÉOMORPHOLOGIQUE	Terrains surélevés de par l'activité passée de décharge, ayant fait l'objet d'une réhabilitation avec aplanissement du site.	Absence d'évolution de la géomorphologie du site en l'absence d'activité.	Absence d'évolution de la géomorphologie du site pendant et à l'issue de l'exploitation du parc photovoltaïque.
CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE	Site d'étude au droit d'une masse d'eau en bon état. Site d'étude situé hors de tout périmètre de protection d'un captage AEP.	Absence de prélèvements d'eau au droit du site. Absence d'évolution de l'hydrogéologie au droit du site.	
CONTEXTE HYDROLOGIQUE	Réseau hydrographique associé au contexte agricole du secteur. Site d'étude bordé par le canal du Vigueirat. Site d'étude drainé par un fossé étanche mis en place lors de la réhabilitation.	En l'état actuel des connaissances, aucune évolution probable en ce qui concerne la morphologie des cours d'eau du secteur, leur espace de mobilité ou leur degré d'équipement. Projet sans incidence sur les cours d'eau du secteur.	En l'état actuel des connaissances, aucune évolution probable en ce qui concerne la morphologie des cours d'eau du secteur, leur espace de mobilité ou leur degré d'équipement.
QUALITÉ DES EAUX	Bon état des eaux superficielles les plus proches. Bon état des eaux souterraines au niveau de l'ouvrage le plus proche.	Evolution de la qualité des eaux qui n'est pas liée aux terrains concernés.	Evolution de la qualité des eaux qui n'est pas liée aux terrains concernés par le projet. Absence de rejets dans les eaux souterraines et superficielles.

CONTEXTE CLIMATIQUE	<ul style="list-style-type: none"> - Températures moyennes mensuelles comprises entre 6,6°C en janvier et 24,3°C en juillet ; - Précipitations : 1,71 mm d'eau par jour en moyenne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Hausse des températures entre 0,8 et 2,7°C ; - Baisse des précipitations ; 	
ESPACES NATURELS	<ul style="list-style-type: none"> - Site d'étude inclus dans le Parc Naturel Régional des Alpilles ; - Présence d'une Zone Natura 2000 (ZSC) à 2,75 km du site ; - Présence d'une Zone Natura 2000 (ZPS) à 3 km du site ; - Absence de ZNIEFF à proximité du site d'étude ; - Site exclu des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques de Trames verte et bleue du SRCE. 	Absence d'évolution prévue des classements d'espaces naturels à proximité du site d'étude.	Absence d'évolution prévue des classements d'espaces naturels à proximité du site d'étude.
BIODIVERSITÉ	<ul style="list-style-type: none"> - 1 chiroptère à enjeu très fort ; - 1 oiseau à enjeu fort ; - 1 insecte à enjeu modéré ; - 1 chiroptère à enjeu modéré ; - 5 oiseaux à enjeu modéré ; - 1 insecte à enjeu faible ; - 1 amphibien à enjeu faible ; - 2 reptiles à enjeu faible ; - 8 chiroptères à enjeu faible ; - 21 oiseaux à enjeu faible. 	Pas d'implantation du parc photovoltaïque donc évolution des enjeux selon une évolution naturelle du site (friche).	Exploitation du parc photovoltaïque pendant au moins 20 ans : Mise en place de mesures en faveur de la biodiversité pendant la phase d'exploitation limitant les incidences et suivi régulier du site jusqu'à l'issue de l'exploitation.
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES	Projet hors réservoir biologique et situé à proximité du canal du Vigueirat compris dans la trame bleue locale.	Pas d'implantation du parc photovoltaïque donc évolution des enjeux selon une dynamique naturelle.	Exploitation du parc photovoltaïque pendant au moins 20 ans : Continuités écologiques bénéficiant des mesures mises en place en faveur de la biodiversité

			pendant la phase d'exploitation et jusqu'à l'issue de l'exploitation.
CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE	Commune comptant 9 775 habitants et 6290 logements (recensement INSEE 2015)	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation régulière de la population, selon un rythme d'accroissement annuel moyen de 0,8% (selon le scénario envisagé par la commune) → atteinte de 11 000 habitants supplémentaires d'ici 2030 (source PLU 2018) ; - Construction de 1000 à 1300 logements supplémentaires d'ici 2030 selon les prévisions de la commune (source PLU 2018). 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation régulière de la population, selon un rythme d'accroissement annuel moyen de 0,8% (selon le scénario envisagé par la commune) → atteinte de 11 000 habitants supplémentaires d'ici 2030 (source PLU 2018) ; - Construction de 1000 à 1300 logements supplémentaires d'ici 2030 selon les prévisions de la commune (source PLU 2018).
RÉSEAUX	Absence de réseau directement sur le site d'étude. Présence du canal du Vigueirat en bordure Nord du site d'étude.	Absence de projet particulier prévu à ce jour par la commune dans le secteur.	Absence de projet particulier prévu à ce jour par la commune dans le secteur.
ÉQUIPEMENTS ET ZONES DE LOISIRS	Commune possédant de nombreux équipements et zones de loisirs. Absence d'équipement à proximité du site d'étude.	En l'état actuel des connaissances, aucun projet n'est prévu près du site d'étude.	En l'état actuel des connaissances, aucun projet n'est prévu près du site d'étude.
PATRIMOINE CULTUREL, ARCHITECTUREL ET HISTORIQUE	Commune possédant un patrimoine culturel et historique très riche. Aucun monument classé à proximité du site d'étude. Absence de zone archéologique référencée au droit du site d'étude ou à proximité. Absence de site inscrit ou classé au droit du projet ou à proximité.	En l'état actuel des connaissances, aucune évolution n'est possible à anticiper.	En l'état actuel des connaissances, aucune évolution n'est possible à anticiper.

LE PAYSAGE ET LES PERCEPTIONS VISUELLES	<p>Site d'étude inclus au sein de l'unité paysagère de « la Vallée de la Basse Durance, la plaine du Comtat ».</p> <p>Site d'étude surélevé de 8 mètres par rapport à la plaine, perçu qu'en contact immédiat abords et en seule vue éloignée sur un court tronçon de la RD.5 au nord.</p>	<p>Perceptions visuelles associées à la présence d'un dôme au droit de l'ancienne décharge, mais visible seulement depuis les abords du site.</p>	<p>Simulations photographiques ayant montré une visibilité très faible du site durant l'exploitation.</p> <p>A l'issue de l'activité de parc photovoltaïque, retour au même état morphologique qu'actuellement.</p>
SANTÉ PUBLIQUE ET COMMODITÉS DU VOISINAGE	<p>Émissions atmosphériques de la commune essentiellement liée au secteur résidentiel et routier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Tendance générale à la baisse des émissions observées au niveau national ; - Absence d'émissions au droit du site d'étude, avec ou sans projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Tendance générale à la baisse des émissions observées au niveau national ; - Absence d'émissions au droit du site d'étude, avec ou sans projet.

RÉSUMÉ DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET DES MESURES PRÉVUES PAR LE PÉTITIONNAIRE

Remarque préalable : Le détail des effets du projet sur l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation (ERC) proposées par le pétitionnaire figurent dans la seconde partie de l'étude d'impact. À nouveau, afin de faciliter la lecture de ce résumé non technique, nous ne reprendrons les résultats que sous forme d'un tableau synthétique.

Précisons que ces tableaux de synthèse reprennent les principaux thèmes de l'état initial : milieu physique, milieu naturel, milieu humain, etc. Conformément à la réglementation en vigueur, les effets directs ont été séparés des effets indirects, de même que les effets temporaires des permanents.

Enfin, pour chaque effet, ont été précisé à chaque fois leur degré d'importance (faible, modéré ou fort) et leur durée sur l'environnement ou la santé humaine (à court, moyen ou long terme).

RÉSUMÉ DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET DES MESURES PRÉVUES PAR LE PÉTITIONNAIRE

	INCIDENCES DU PROJET	MESURES
SOLS	<p>Absence d'incidence notable sur les mouvements de terrain.</p> <p>Risques de tassement, d'imperméabilisation et risque d'érosion mais non significatifs.</p>	Aucune mesure à mettre en place.
POLLUTION	Risques de pollutions faibles et limités.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre limité d'engins mobilisés pour les travaux ; - Zones de travaux seront clairement délimitées ; - Démantèlement rapide du chantier et application des bonnes pratiques ; - Recyclage des équipements à l'issue de l'exploitation du parc photovoltaïque ; - Mesures générales anti-pollution (cf. Partie 3 II.5.4).
EAUX SOUTERRAINES	Absence d'incidence directe et prise en compte du risque pollution.	- Mesures générales anti-pollution (cf. Partie 3 II.5.4).
EAUX SUPERFICIELLES		
EAUX PLUVIALES	Faible impact sur l'écoulement des eaux pluviales et faible imperméabilisation du site.	<ul style="list-style-type: none"> - Espacement entre les panneaux permettant l'écoulement des eaux ; - Mesures générales anti-pollution (cf. Partie 3 II.5.4).
CLIMAT	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'incidence du projet sur le climat. - Incidences positives du projet car bilan énergétique positif à l'issue de l'exploitation et économies en termes d'émissions de CO₂ durant son fonctionnement. 	Aucune mesure à mettre en place.

VULNERABILITE AUX RISQUES NATURELS	- Risque incendie lié à la foudre faible au droit du site ;	<ul style="list-style-type: none"> - Shelters équipés de systèmes de protection de découplage très performants en cas de dysfonctionnement ; - Raccordement au réseau public se fera par une ligne enterrée. Cette mesure participera ainsi à minimiser les effets directs de la foudre sur les installations électriques ; - Mise en place d'une citerne souple de 120 m³ et aménagement de deux aires de retournement selon les recommandations du SDIS 13 ; - Panneaux et les éléments électriques seront ainsi dotés d'un système de protection contre la foudre et les surtensions ; - Surveillance du site 24h/24 et 7j/7 afin de réagir le plus rapidement possible.
VULNERABILITE AUX RISQUES TECHNOLOGIQUES	<ul style="list-style-type: none"> - Risque sismique modéré ; - Risque inondation faible. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en compte des règles parasismiques ; - Surélévation des bâtiments et des installations.
MILIEU BIOLOGIQUE	Incidences très faibles à nulles sur l'ensemble des compartiments floristiques et faunistiques étudiés.	<ul style="list-style-type: none"> - Ensemencement du site ; - Plantations arbustives ; - Aménagements de gîtes à reptiles ; - Installations de nichoirs ; - Mesure d'encadrement écologique du chantier ; - Suivi écologique du site.
CONTINUITES ECOLOGIQUES	Incidences faibles du projet	Absence de mesures nécessaires vis-à-vis de la faible surface concernée par le projet.
RESEAU NATURA 2000	Absence d'incidence du projet sur la ZSC et la ZPS "Les Alpilles".	Absence de mesure à mettre en place.

MILIEU HUMAIN	Incidence positive du projet sur les retombées économiques du projet	Absence de mesure à mettre en place.
PAYSAGE ET PATRIMOINE CULTUREL	Faible incidence du projet sur les perceptions visuelles.	<ul style="list-style-type: none"> - Optimisation de la hauteur des structures à une cote minimale par un point bas surbaissé ; - Implantation de la clôture et du Poste de Livraison en pied de talus ; - Habillage du Poste de Livraison par un bardage bois et de couleur verte ; - Optimisation des pistes d'exploitation et réenherbement du dôme par ensemencement d'un cortège de graminées mellifères ; - Traitement des pentes de la décharge le long du canal du Vigueirat ; - Reprise des anciens portails des pistes et chemins environnants ; - Inscription du projet dans la découverte du territoire et des énergies renouvelables sur un ancien site dégradé.
SANTE HUMAINE ET COMMODITES DU VOISINAGE	<p>Incidences faibles et temporaires du projet sur les émissions sonores essentiellement durant la phase de travaux.</p> <p>Absence d'incidences supplémentaires du projet.</p>	Faible nombre d'engins mobilisés et durée courte du chantier.
EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS	Aucun projet n'est situé à proximité du site et est susceptible d'avoir des effets cumulés avec le projet de parc photovoltaïque.	Absence de mesure à mettre en place.

Conformément à l'article R.512-8 du Code de l'Environnement, des variantes ont dû être analysées en phase conception du projet. **Dans le cas du projet de SAINT-REMY-DE-PROVENCE**, les variantes étudiées sont les suivantes :

- ✓ Variante 0 : abandon du projet ;
- ✓ Variante 1 : choix d'un site d'implantation sur des terrains "dégradés" ;
- ✓ Variante 2 : implantation du présent projet de parc photovoltaïque au droit de l'ancienne décharge de SAINT-REMY-DE-PROVENCE.

Variante 0 : abandon du projet

Un projet de parc photovoltaïque, notamment parce qu'il s'agit de produire des énergies renouvelables, constitue un argument de poids à lui-seul. L'augmentation de la production d'énergies renouvelables en France fait partie des objectifs majeurs au niveau national, et figure dans la plupart des grands schémas écologiques tels que le Grenelle de l'Environnement, les Schémas Régionaux sur la qualité de l'air, etc. Pour ces raisons, l'abandon d'un projet photovoltaïque, s'il ne génère pas d'effets trop lourds par rapport aux bénéfices attendus, ne se justifie pas.

De plus, dans le cas où le projet n'aurait pas lieu, les terrains n'auraient pas de vocation particulière, notamment de par leur topographie et leur localisation. Enfin, le secteur compte la station d'épuration communale et la déchetterie actuelle donc l'implantation d'une nouvelle activité autre que le projet photovoltaïque ne sera pas forcément compatible avec la proximité de ces activités. Enfin, le PLU de SAINT-REMY-DE-PROVENCE approuvé le 18 décembre 18 de classer les terrains en zone Naturelle exclusivement dédiée à l'activité photovoltaïque.

Cette variante n'est pas retenue au regard des raisons évoquées ci-dessus.

Variante 1 : choix d'un site d'implantation sur des terrains "dégradés"

Dans le cas où le choix d'un autre site est envisagé, il convient de remplir les conditions d'implantation permettant de préserver les espaces boisés et agricoles et de minimiser l'impact environnemental des projets. Parmi celles-ci pour rappel, la nécessité d'implanter le projet sur un site dégradé, ce qui est le cas de l'ancienne décharge, correspondant à des terrains déjà fortement anthropisés, qualifiés de "dégradés" par l'administration, et sans aucune valeur écologique.

En effet, le choix d'un autre site nécessiterait la recherche d'un site également dégradé dans le secteur ou, le cas échéant, un site compris dans une zone à urbaniser ou une zone naturelle dédiée à l'énergie renouvelable. Ces derniers choix correspondant potentiellement à des sites situés en pleine zone habitée ou dans un espace naturel pour lesquels les impacts sur le milieu naturel et le paysage. Pour rappel, le site se trouve au sein du Parc Naturel Régional des Alpilles et se trouve seulement quelques kilomètres de deux zones Natura 2000 associées au massif du même nom. Le choix d'un autre site impliquerait donc potentiellement une implantation à proximité de ces réservoirs de biodiversité, dont la topologie est complexe et nécessitant un défrichement et une visibilité importante depuis les points de vue situés en hauteur.

Enfin, l'implantation d'un parc photovoltaïque doit être compatible avec les activités situées à proximité immédiate. Or, de nombreuses activités touristiques et des éléments patrimoniaux se trouvent dans la commune et il serait plus difficile d'intégrer ce type d'installation à proximité de zones très fréquentées et de ce fait, pâtir d'une visibilité importante du site.

Cette variante n'est pas recevable car elle impliquerait tout d'abord l'abandon du site actuel. Or, cette variante n'est pas envisageable pour les raisons évoquées ci-dessus.

Variante 2 : implantation du présent projet de parc photovoltaïque au droit de l'ancienne décharge de Saint-Rémy-de-Provence.

Cette variante, objet du présent dossier, a été retenue car elle permet d'atteindre l'ensemble des objectifs attendus d'un point de vue réglementaire, d'incidences sur la biodiversité, et d'intégration paysagère.

Tout d'abord, ces terrains sont donc totalement appropriés pour ce type d'installation, et répondent aux critères d'éligibilité de l'appel d'offre de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) (cf. chapitre II.2 suivant). Ils offrent une alternative géographique à ce parc photovoltaïque, qui lui permet de ne pas empiéter sur des milieux naturels, agricoles ou économiques d'importance. En effet, la prise en compte de la biodiversité à travers des mesures adaptées dans le cadre du projet permet d'obtenir des impacts résiduels négligeables, ce qui n'aurait pas été automatiquement le cas si un autre site avait été choisi sans la considération préalable des enjeux locaux de conservation.

De plus, ce projet a fait l'objet d'une concertation en amont avec la commune de SAINT-REMY-DE-PROVENCE ainsi que les acteurs locaux, ce qui a permis à la société PROVENCE ECO ENERGIE P6 de prévoir l'ensemble des mesures liées à l'exploitation d'une centrale photovoltaïque sur ces terrains. La société PROVENCE ECO ENERGIE P6 a fait appel aux bureaux d'études nécessaires afin de prendre en compte l'ensemble des impacts potentiels sur l'environnement avant l'implantation du projet.

Comme déjà évoqué, le site de SAINT-REMY-DE-PROVENCE possède une faible visibilité depuis l'ensemble des points de vue puisqu'il est éloigné des zones urbaines et ne nécessitera aucun défrichement préalable. L'exploitation d'une centrale photovoltaïque sur ces terrains n'aura pratiquement aucune incidence sur la flore et la faune locale grâce aux mesures ERC qui sont déjà prises en compte par l'exploitant.

Enfin, le parc photovoltaïque donnera une nouvelle vocation à ces terrains qui ont fait l'objet d'une réhabilitation depuis 2014 et qui à ce jour sont vierges de toute activité.

|| Pour les différentes raisons évoquées ci-dessus, le choix d'implanter le parc photovoltaïque de Saint-Rémy-de-Provence au droit de l'ancienne décharge semble être la meilleure variante, en l'absence d'impact significatif.

Dans le cas présent, au regard des enjeux mis en relief tout au long de cette étude d'impact, nous avons décidé de comparer les 3 variantes étudiées sur les problématiques suivantes :

- ✓ L'impact sur les riverains ;
- ✓ L'impact sur la biodiversité ;
- ✓ L'impact sur le paysage et les perceptions visuelles ;
- ✓ Les coûts techniques, logistiques et économiques induits pour la société.

|| Cette synthèse est reportée dans le tableau suivant.

Variantes		RIVERAINS	BIODIVERSITE	PAYSAGE	COUTS TECHNIQUES, LOGISTIQUES ET ECONOMIQUES	Bilan
0 (abandon)	Analyse	-Absence de nuisances pour les riverains.	- Pas de remise en état favorable à la biodiversité.	- Perceptions visuelles de l'ancienne décharge aux abords.	- Terrains restant sans vocation particulière. - Classement dans le futur PLU en zone naturelle exclusivement dédiée aux projets photovoltaïques.	-2
	Bilan	+	-	-	-	
1 (choix d'un autre site)	Analyse	- Ouverture d'un autre parc photovoltaïque dans un espace urbanisé ou naturel proche.	- Ouverture d'un autre parc photovoltaïque dans un secteur nécessitant peut-être un défrichement et impact certain sur la biodiversité.	- Ouverture d'un autre parc photovoltaïque dans un secteur nécessitant peut-être un défrichement et impact certain sur le paysage.	- Recherche d'un autre site, avec résultat très incertain ; - Projet potentiellement incompatible avec d'autres installations à proximité ou avec les documents d'urbanisme.	- 8
	Bilan	--	--	--	--	
2 (présent projet)	Analyse	- Absence de nuisances pour les riverains.	- Évitement des secteurs nécessitant peut-être un défrichement et impact certain sur la biodiversité ; - Absence de défrichement ; - Impacts résiduels négligeables après application des mesures de réduction et d'accompagnement ; - Absence de mesures de compensation.	- Projet ne nécessitant pas de défrichement ; - Absence de perceptions visuelles notables.	- Terrains réutilisés dans le cadre d'une démarche d'énergies renouvelables ; - Vocation future pour les terrains ; - Projet compatible et prévu dans le PLU en cours de révision.	7
	Bilan	+	++	++	++	

Légende :

- +** Favorable (1 point)
- ++** Très favorable (2 points)
- /** Neutre (0 point)
- Défavorable (- 1 point)
- Très défavorable (- 2 points)

À la lecture de ce tableau comparatif, la variante n°2 apparaît comme étant la plus favorable à l'ensemble des parties prenantes, à la biodiversité et au paysage. Cette variante a donc été retenue par la société PROVENCE ECO ENERGIE P6.

CRITÈRES TECHNIQUES

Plusieurs critères techniques valident le projet tel qu'il a été retenu :

- ✓ La réalisation d'une installation solaire innovante et fiable ;
- ✓ L'inscription dans la durée des installations de ce projet, à minima sur 20 ans (contrat de rachat) ;
- ✓ Le développement de parcs photovoltaïques à taille humaine, c'est-à-dire d'une puissance comprise entre 2 et 10 MW, utilisant au mieux l'espace disponible (optimisation de la puissance rapportée à la surface utilisée),
- ✓ L'utilisation d'un espace à réhabiliter (ancien site industriel "dégradé"), en adéquation avec les objectifs européen, national, et territorial.
- ✓ Géométrie du terrain adaptée à l'implantation photovoltaïque : terrain plat ne nécessitant pas de travaux lourds de terrassement et n'entraînant pas de modification notable du paysage ;
- ✓ Superficie du terrain adaptée, en correspondance avec la puissance souhaitée ;
- ✓ Choix privilégié de terrains situés dans un ancien site industriel "dégradé" et qui permet de leur redonner une vocation puisqu'ils ne pourront plus être cultivés ni même utilisés pour l'habitat ;
- ✓ Proximité d'un poste électrique pouvant accueillir l'installation ;
- ✓ Accessibilité du site ne nécessitant pas ou peu d'aménagements : les terrains sont desservis par un axe routier qui permettra son accès "en l'état" ;
- ✓ Absence de conflits d'usage.

CRITÈRES ECONOMIQUES

Concernant spécifiquement le projet de Saint-Rémy-de-Provence, les principaux critères économiques sont les suivants :

- ✓ Possibilité de pérenniser cette activité sur le long terme (au minimum 20 ans) ;
- ✓ Le projet est un moyen décentralisé de produire de l'électricité à un coût très compétitif et sur un territoire où l'indépendance énergétique est une volonté assumée ;
- ✓ Le projet engendrera des revenus complémentaires à la Mairie, à la communauté de communes et à la Préfecture par le biais des retombées fiscales ;
- ✓ Le projet permettra la création ou le maintien d'emplois pour l'exploitation et la maintenance de la centrale.

CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX

Concernant spécifiquement le projet de Saint-Rémy-de-Provence, les principaux critères environnementaux sont les suivants :

❖ Perceptions visuelles :

- ✓ Concernant les perceptions visuelles sur le site, rappelons qu'elles sont quasiment nulles du fait que le projet est situé en zone plane et que les panneaux seront sensiblement plats (très faible inclinaison) ;
- ✓ Une masse arbustive se répand sur le talus septentrional avec quelques sujets arborés le long du chemin bordant ;
- ✓ Les volumes environnants sont peu présents, hormis les bâtiments de la déchetterie et de la station d'épuration limitrophes ainsi que les merlons de séparation du lac de barreau ;
- ✓ De l'éloignement du site par rapport au centre-ville de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE ou de tout autre élément patrimonial.

CRITÈRES REGLEMENTAIRES

❖ Contraintes :

- ✓ Le projet ne possède pas de contraintes impératives, de contraintes réglementaires ou d'autres contraintes.

❖ Compatibilité :

- ✓ Le projet est compatible avec l'ensemble des documents suivants [**Tableau 4**] :

Tableau 4. Synthèse des documents applicables au droit du site

Documents applicables au droit du site	
En matière d'occupation des sols	Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 décembre 2018 de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE
	AVAP
	Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des Bouches-du-Rhône
	Directive paysagère des Alpilles
	Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays d'Arles
	Lois Montagne et Littoral
	Appellations d'origine contrôlée (AOC) / Indications Géographiques Protégées (IGP)
En matière de gestion des eaux	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée
En matière d'écologie	Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Provence Alpes Côte-d'Azur
	Charte du Parc Régional des Alpilles
En matière d'énergie et de qualité de l'air	SRCAE PACA
	Plan Climat Air Énergie du Pays d'Arles
	Servitudes issues du Code Forestier

SYNTHÈSE DES JUSTIFICATIONS DU PROJET

CONTRAINTES	JUSTIFICATIONS
VARIANTES DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> - Étude de variantes réalisée, - Détermination et retenue de la meilleure variante.
LÉGITIMITÉ VIS-À-VIS DES CRITÈRES DE L'APPEL D'OFFRE DE LA CRE	<ul style="list-style-type: none"> - Projet compatible avec le document d'urbanisme de la commune, - Projet situé au droit de terrains "dégradés", - L'analyse des photographies aériennes prouve que le site a été exploité pendant de nombreuses années (terrains occupés par une ancienne décharge communale), - Le parc photovoltaïque permettra de valoriser ces terrains qui n'ont plus de vocation particulière à ce jour.
TECHNIQUES	<ul style="list-style-type: none"> - Maitrise foncière des parcelles, - Topographie favorable du terrain, - Localisation idéale du site, - Absence de conflits d'usage.
ÉCONOMIQUES	<ul style="list-style-type: none"> - Retombées économiques positives pour la commune, - Création d'emplois.
ENVIRONNEMENTAUX	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux ambitions nationales de transition énergétique, - Très faibles perceptions visuelles du site, - Pratiquement aucune contrainte naturelle.
RÉGLEMENTAIRES	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de Plan Local d'Urbanisme de SAINT-REMY-DE-PROVENCE, - Compatible avec la Directive Territoriale d'Aménagement, - Compatible avec la Directive Paysagère des Alpilles, - Compatible avec le SCoT, - Compatible avec la charte du PNR des Alpilles, - Compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021, - Compatible avec le SRCE PACA, - Compatible avec le SRCAE PACA.

Cette étude a été rédigée par Julie REYNAUD, ingénieur chargée d'affaires au sein du bureau d'études GEOENVIRONNEMENT, et supervisée par Philippe EBREN, docteur en Sciences de la Terre et gérant de GEOENVIRONNEMENT.

GEOENVIRONNEMENT est un bureau d'études spécialisé fondé en 2000 et qui a déjà élaboré de très nombreux dossiers réglementaires et d'études d'impacts au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), de la police de l'eau (IOTA), du Code Forestier ou du Code de l'Urbanisme, en particulier pour les industries extractives et les projets photovoltaïques.

Cette étude d'impact a par ailleurs été complétée par certaines études spécifiques réalisées par des bureaux d'études spécialisés [Tableau 5] :




Bureaux d'études/partenaires	Nature de l'intervention	Référence du document
 <p>COMPOSITE</p> <p>2 Boulevard Carnot 13100 AIX-EN-PROVENCE Tél : 04 42 63 12 50</p>	Réalisation de l'étude paysagère	Annexe 1 de l'étude d'impact
 <p>MORANCY CONSEIL ENVIRONNEMENT</p> <p>263 Avenue de Saint Antoine 13015 MARSEILLE Tél : 04 91 09 38 68</p>	Réalisation de l'État Initial du Volet Naturel de l'Étude d'Impact (VNEI)	Annexe 2 de l'étude d'impact
 <p>FESTUCA ENVIRONNEMENT</p> <p>12 ter Place Aimé Gazel 1390 AIX EN PROVENCE Tél : 06 88 33 33 37</p>	Réalisation du formulaire d'étude simplifiée Natura 2000	Annexe 3 de l'étude d'impact

Tableau 5. Liste des études reprises dans cette étude d'impact

❖ Rappels réglementaires :

La société PROVENCE ECO ENERGIE P6 souhaite obtenir l'autorisation d'aménager un champ solaire dans l'emprise d'une ancienne Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (IDSND) sur la commune de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE dans les Bouches-du-Rhône (13).

Conformément au Code de l'Urbanisme, une demande de permis de construire va être déposée en mairie de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE. Or, parmi les documents devant être réglementairement joints à cette demande de permis de construire, l'article R.431-16 (a) du Code de l'Urbanisme précise que le pétitionnaire doit également joindre "*l'étude d'impact ou la décision de l'autorité environnementale dispensant le projet d'évaluation environnementale lorsque le projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement*".

En l'occurrence, le tableau annexé à l'article R.122-2 précise à ce jour, au titre de sa rubrique 30°, que les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol sont systématiquement soumis à l'étude d'impact dès lors que leur puissance est supérieure ou égale à 250 kWc.

Ainsi, avec une puissance installée totale de 5,2 MWc, le projet de champ solaire de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE est soumis de manière systématique à étude d'impact.

Précisons que le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 et l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 ont modifié le tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement ainsi que le contenu des études d'impact fixé à l'article R.122-5 de ce même Code.

En ce qui concerne les installations photovoltaïques au sol cependant, le seuil des 250 kWc fixant le seuil de soumission systématique à étude d'impact ne sera pas modifié. Seules les installations sur serres et ombrières pourront à l'avenir passer par la procédure dite du "cas par cas".

Ainsi, conformément à l'article L.123-2 chapitre I du Code de l'Environnement¹, **cette étude d'impact est soumise à Enquête Publique.**

❖ Organisation et fonctionnement de l'enquête publique :

Les détails réglementaires et organisationnels sont présentés dans la dernière partie de l'étude d'impact. Nous invitons le lecteur à s'y reporter pour davantage de précisions.

¹ Récemment modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages / et l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016